

POURQUOI L'ÉGALITÉ EST MEILLEURE POUR TOUS

À propos des auteurs

Richard Wilkinson a joué un rôle majeur dans les recherches internationales consacrées aux déterminants de la santé. Il a étudié l'histoire de l'économie à la London School of Economics avant de se former en épidémiologie. Il est aussi professeur émérite à l'école de médecine de l'université de Nottingham, professeur honoraire de l'University College de Londres et professeur invité de l'université de York (Angleterre).

Kate Pickett est professeur d'épidémiologie à l'université de York et membre du personnel scientifique du National Institute for Health Research. Elle a étudié l'anthropologie physique à Cambridge, les sciences nutritionnelles à Cornell et l'épidémiologie à l'université de Californie-Berkeley (États-Unis).

Tous deux vivent dans le Yorkshire du Nord (Angleterre).

Richard Wilkinson
et **Kate Pickett**

POURQUOI L'ÉGALITÉ EST MEILLEURE POUR TOUS

Préface de **Pascal Canfin**

Traduit de l'anglais (Royaume-Uni) par André Verkaeren



Institut Veblen
*pour les réformes
économiques*

{ **LES Petits matins** }



etopia_

Titre original : *The Spirit Level. Why equality is better for everyone*

© Richard Wilkinson et Kate Pickett, 2010

Première édition en anglais publiée au Royaume-Uni par Penguin Books Ltd

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

© Les petits matins/ Institut Veblen/ Étopia, 2013 pour la traduction

Les petits matins, 31, rue Faidherbe, 75011 Paris

www.lespetitsmatins.fr

Institut Veblen pour les réformes économiques, 38, rue Saint-Sabin, 75011 Paris

www.veblen-institute.org

Étopia, centre d'animation et de recherche en écologie, 52 avenue de Marlagne,

5000 Namur, Belgique. www.etopia.be

Traduction : André Verkaeren

Révision et maquette : Stéphanie Lebasard

Création graphique et couverture : Thierry Oziel

ISBN : 978-2-36383-101-9

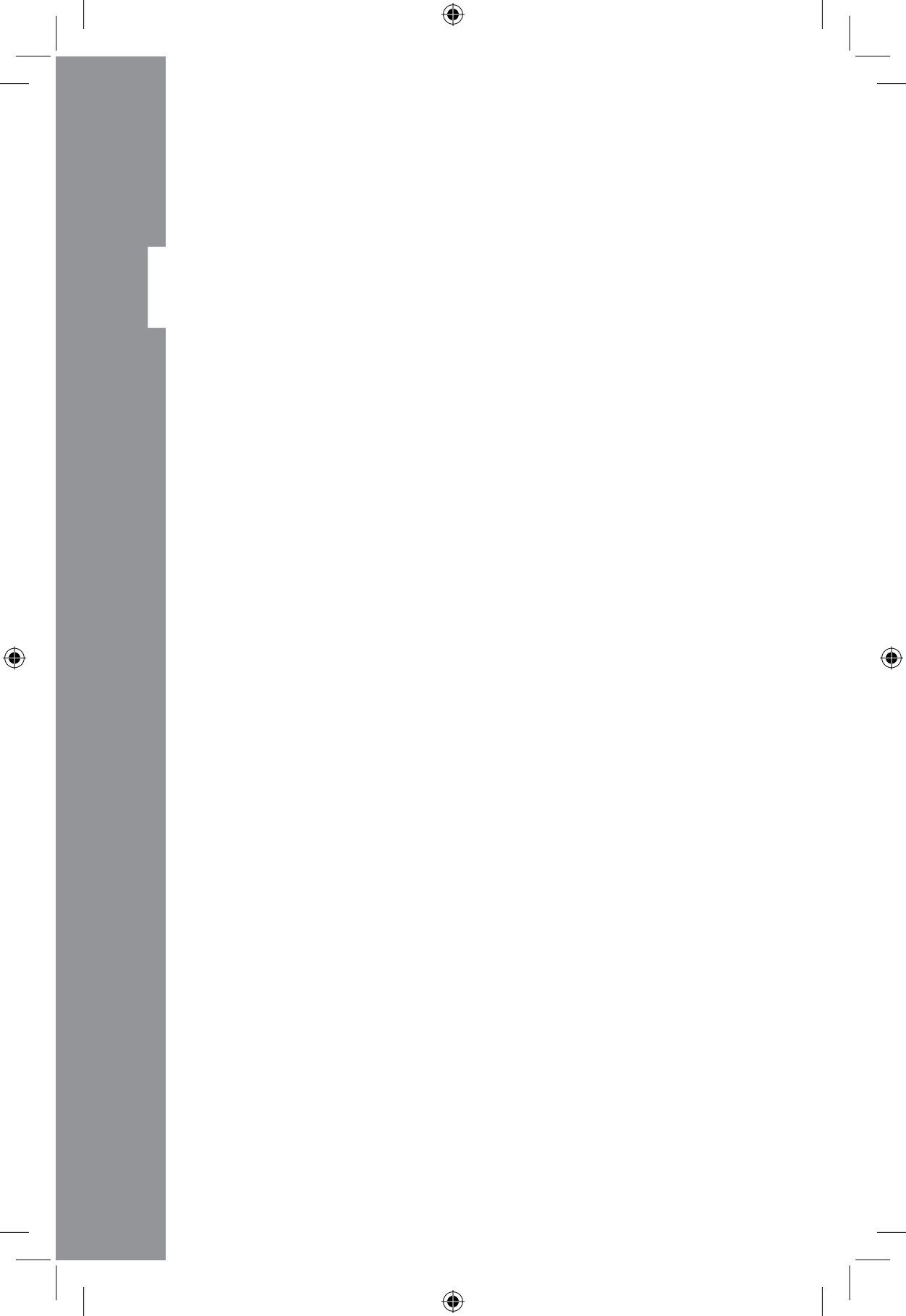
Diffusion Seuil

Distribution Volumen

Livre publié avec le concours de la Région Île-de-France

SOMMAIRE

PRÉFACE PAR PASCAL CANFIN	7
AVANT-PROPOS	19
NOTE SUR LES GRAPHIQUES	25
PREMIÈRE PARTIE	
RÉUSSITE MATÉRIELLE, ÉCHEC SOCIAL	29
Chapitre 1. La fin d'une époque	31
Chapitre 2. Pauvreté ou inégalité ?	47
Chapitre 3. Par où s'immisce l'inégalité	69
DEUXIÈME PARTIE	
LES COÛTS DE L'INÉGALITÉ	91
Chapitre 4. Vie communautaire et relations sociales	93
Chapitre 5. Santé mentale et consommation de drogue	113
Chapitre 6. Santé physique et espérance de vie	125
Chapitre 7. Écarts de revenus et obésité : un gonflement synchrone	145
Chapitre 8. Performance de l'éducation	165
Chapitre 9. Maternité précoce : l'histoire se répète	185
Chapitre 10. La violence, une manière de se faire respecter	199
Chapitre 11. Peines et incarcération	219
Chapitre 12. Mobilité sociale : inégalité des chances	235
TROISIÈME PARTIE	
UNE SOCIÉTÉ MEILLEURE	253
Chapitre 13. Sociétés en dysfonctionnement	255
Chapitre 14. Notre héritage social	291
Chapitre 15. Égalité et soutenabilité	319
Chapitre 16. Construire l'avenir	343
POST-SCRIPTUM	
LA RECHERCHE RENCONTRE LA POLITIQUE	403
The Equality Trust	445
Appendice	447
Références bibliographiques	461
Remerciements	503



PRÉFACE

Par Pascal Canfin

Ancien journaliste à Alternatives économiques et député européen Europe Écologie-Les Verts de 2009 à 2012, Pascal Canfin est depuis 2012 ministre délégué au Développement.

Plus les riches sont riches, plus la société dans son ensemble est prospère. Voilà l'un des piliers de l'idéologie néolibérale. C'est ce que les économistes appellent « l'effet ruissellement ». La richesse des plus aisés descend progressivement dans toute la société grâce à la consommation et à la richesse supplémentaire qu'ils produisent. L'égalité est peut-être désirable, mais ce sont les inégalités qui sont productives et qui, au bout du compte, permettent à tous de vivre mieux.

Tel est le cœur du raisonnement qui a pu – et peut toujours – rendre légitime aux yeux de la majorité l'accroissement de la richesse d'une minorité. Les inégalités peuvent paraître immorales, mais elles constituent un mal pour un bien.

Page après page, statistique après statistique, c'est cette thèse centrale du néolibéralisme que ce livre met en pièces. Le PIB par habitant pèse bien moins sur l'allongement de l'espérance de vie, le niveau de la criminalité, le taux de maternité précoce ou même la consommation d'eau que le niveau des inégalités au sein d'une société. Autrement dit, la meilleure politique contre la délinquance – y compris la délinquance financière – est de réduire les inégalités.

Un livre très influent

Publié au Royaume Uni en mars 2009, ce livre arrive à point nommé. Six mois après la chute de la banque Lehman Brothers qui a déclenché la crise financière, il rencontre un succès inattendu. Trois ans plus tard, 150 000 exemplaires en ont été vendus et le livre est disponible dans 23 pays. Mais il aura fallu attendre 2013 pour disposer d'une traduction en français. Je ferai sur ce retard une hypothèse complémentaire : la France étant bercée d'une culture de l'égalité plus forte que le Royaume-Uni, la valeur ajoutée du livre y a peut-être été perçue comme moindre.

Compte tenu de la montée des inégalités en France depuis une décennie, le lecteur français trouvera dans ce livre matière à de nombreuses réflexions. C'est pour ma part à Bruxelles, au Parlement européen, que je l'ai découvert en 2009. Je bataillais alors en tant que député européen au sein de la commission des Affaires économiques et monétaires pour re-réguler le secteur financier. Après la crise financière dévastatrice que le monde a connue en 2008, les zéloteurs de la finance débridée avaient perdu la bataille des idées. Mais ce livre venait élargir la perspective et donnait une force supplémentaire à notre combat. Je tiens d'ailleurs ici à remercier Philippe Lamberts, euro-député écologiste belge, qui m'a fait découvrir ce livre à cette époque.

Au Royaume-Uni, en 2009, après trois décennies de domination idéologique du Thatcherisme à droite puis du Blairisme à gauche, ce livre est évidemment salué par la gauche social-démocrate traditionnelle. *The New Statesman*, la revue intellectuelle de la gauche britannique, le couronne en décembre 2009 comme l'un des dix livres

les plus importants de la décennie. Son influence a été considérable dans le monde anglophone. Ed Miliband, le leader du Parti travailliste, s'y réfère... ainsi que David Cameron, le Premier ministre conservateur, mais aussi l'OCDE et le mouvement des indignés américains Occupy Wall Street. Aux États-Unis, le discours médiatique permanent expliquant que la richesse des plus aisés est bonne pour tous a conduit à retrouver des niveaux d'inégalités équivalents à ceux qui existaient avant la grande crise financière de 1929...

Ce livre ayant fait l'objet d'une large couverture au Royaume-Uni et aux États-Unis, il a aussi fait l'objet de nombreuses critiques. D'où l'intérêt de disposer dans cette édition française d'une postface écrite pour la deuxième édition anglaise, dans laquelle les auteurs répondent à leurs détracteurs.

On pourrait objecter que la multiplication des statistiques montrant le lien entre le niveau d'inégalités et l'état de santé ou le bien-être social ne permet pas d'établir une causalité mais, au mieux, une corrélation. Prises séparément, ces corrélations ne montrent en réalité pas de rapport de cause à effet. Si les sociétés les plus égalitaires sont aussi celles où le taux de criminalité est le plus faible, c'est peut-être le fait du hasard. Mais si les sociétés les plus égalitaires sont en même temps les plus sûres, celles où l'état de santé est le meilleur, où la mobilité sociale est la plus forte... le hasard n'est plus possible. Une fois que vous aurez lu ce livre, il sera difficile de vous convaincre que plus les riches sont riches plus les pauvres vivent mieux.

Un argument souvent avancé pour défendre les inégalités est l'esprit d'entreprise. Peut-être que l'on vit mieux

dans une société plus égalitaire, mais on innove moins et, à long terme, on s'appauvrit. Les exemples de Google, Apple et autre Twitter aux États-Unis peuvent venir confirmer cette idée. Pourtant, le nombre de brevets par habitant y est plus faible qu'au Japon, une société également très innovante sur le plan technique et beaucoup plus égalitaire que les États-Unis. En Europe, il y a beaucoup plus d'innovations en Finlande et en Allemagne qu'en Italie et au Portugal, des pays pourtant plus inégalitaires. L'esprit d'initiative n'a donc en rien besoin d'un terreau inégalitaire pour prospérer.

Si les inégalités sont finalement assez largement acceptées comme un « mal inéluctable », c'est aussi parce qu'elles sont cachées. Car les inégalités sont beaucoup plus fortes qu'on ne le croit généralement. Paradoxalement, plus elles sont fortes, moins elles se voient : en effet, plus la société est inégalitaire, plus elle est fragmentée et moins les personnes de niveaux sociaux différents se croisent dans l'espace public comme privé. Qui sait vraiment qu'en France 50 % du patrimoine est possédé par les 10 % des Français les plus riches ?

Dans cet ouvrage, les auteurs font référence à une étude marquante publiée en 2011 aux États-Unis. Un échantillon de plus de cinq mille Américains se voit présenter trois niveaux théoriques d'inégalités dans une société : aucune inégalité ; des inégalités correspondant, *de facto* et sans qu'ils ne le sachent, à la Suède ; et un troisième scénario correspondant à la société américaine. Près de 92 % des répondants ont exprimé une préférence pour la répartition « à la suédoise », et ce quelle que soit leur couleur politique : démocrate ou républicain.

Bien que le livre laisse ouvert le débat sur le « bon » niveau d'inégalités à atteindre et qu'il ne soit pas prescriptif

en termes de politiques publiques, il réhabilite l'objectif de réduction des inégalités de revenus comme un objectif structurant des politiques publiques pour obtenir des effets positifs en matière de santé, de lutte contre la délinquance, de meilleur fonctionnement de l'ascenseur social...

La première dimension d'une politique redistributive reste bien sûr la fiscalité. On le sait, les taux d'imposition des plus riches comme des grandes entreprises sont inférieurs à ceux des classes moyennes et des PME. D'où la nécessité de taxer les revenus du capital au même niveau que ceux du travail et de lutter plus efficacement contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale. Toutefois, si les inégalités sont massives, l'impôt sur les personnes comme sur les entreprises est insuffisant pour les combattre. Car il faut alors atteindre des taux d'imposition très importants, politiquement difficiles à instaurer dans des sociétés qui ont accepté en amont des niveaux d'inégalités massifs. Ainsi, les sociétés où les taux d'imposition sont les plus élevés, comme les pays du nord de l'Europe, sont aussi les sociétés les plus égalitaires, non pas tant parce que l'impôt permet de rétablir l'égalité, mais parce que des sociétés qui valorisent des taux d'impôts élevés sont aussi celles qui produisent le moins d'inégalités *avant* impôt. Le rôle de l'impôt est alors moins de réduire les inégalités de revenus par la redistribution que de socialiser la production des biens publics qui bénéficient à tous de manière égale, comme l'éducation, la santé, les transports collectifs...

Inégalités et écologie

Si ce livre m'a beaucoup marqué, ce n'est pas seulement parce qu'il fournit un argumentaire utile en faveur de la

lutte contre les inégalités, mais aussi parce qu'il intègre la question écologique au cœur de son analyse. Il dépasse ainsi la vision social- démocrate traditionnelle, qui consiste à produire le plus possible sans s'interroger sur la nature de ce qui est produit, pour redistribuer ensuite.

Les auteurs montrent ainsi qu'à partir d'un certain niveau de richesse collective, l'augmentation supplémentaire de cette richesse produit beaucoup moins d'effets positifs que dans les pays plus pauvres, où la croissance du PIB est une des conditions de l'amélioration du bien-être. Un tel débat sur la croissance peut paraître décalé tant la recherche de la croissance du PIB semble faire l'objet d'un consensus absolu et constituer l'alpha et l'oméga de toute politique. Moins la croissance est là, plus elle apparaît désirable. Pourtant, même si cela reste un débat souvent difficile à faire entendre pour le responsable politique que je suis, je crois, en tant qu'écologiste, qu'il est plus que jamais nécessaire de le faire vivre. Compte tenu de notre évolution démographique comme des gains de productivité de plus en plus faibles réalisés chaque année, ce que les économistes appellent notre « croissance potentielle », c'est-à-dire la croissance que nous pourrions réaliser si tout allait bien, ne dépasse plus les 1,5 à 2 % par an, bien loin des niveaux atteints pendant les fameuses Trente Glorieuses. L'économie française entre donc durablement dans une ère de croissance faible. Le lecteur pourra objecter que des pays européens connaissent une croissance plus forte, et citer – nécessairement – l'Allemagne. Pourtant, à y regarder de près, l'Allemagne connaît, elle aussi, une croissance faible, de 0,7 % en 2012 et de 0,3 % prévu en 2013.

Plutôt que de masquer cette réalité, il nous faut l'affronter. Tim Jackson, auteur d'un ouvrage de référence,

Prospérité sans croissance^{*}, résume bien la situation : « La croissance est insoutenable, la décroissance est instable. » En effet, notre modèle de croissance ignore les limites de la planète, et si tous les êtres humains vivaient comme les Français il nous faudrait 2,5 planètes. Or – je crois que c’est un fait établi – nous n’en avons qu’une ! La Banque mondiale, qui n’est pas à proprement parler une officine écologiste, parle des « effets cataclysmiques » du changement climatique dans les décennies à venir. Et il ne s’agit plus du bien-être des générations futures mais bien des générations présentes qui vivront tout au long de ce siècle. La croissance du PIB selon le modèle actuel est donc insoutenable.

Mais la décroissance du PIB est politiquement et socialement instable. Malheureusement, la Grèce expérimente actuellement cette décroissance : le PIB y a reculé de plus de 25 % depuis 2008. Cela engendre une telle souffrance et une telle déstabilisation de la société que c’est la démocratie elle-même qui en est fragilisée.

Le seul projet politique réaliste pour la décennie qui vient est donc à mes yeux le suivant : comment rendre notre modèle de croissance plus soutenable pour éviter de devoir décroître face aux limites de la planète, et comment rendre plus stable socialement un état de croissance très faible pour éviter d’avoir à rechercher en permanence une croissance insoutenable.

Pour réaliser ce nouveau projet pour la gauche, il faut justement réduire les inégalités. On le sait depuis les travaux du sociologue Thorstein Veblen en 1899, le modèle de consommation des plus riches sert de référence pour l’ensemble de la société. Les médias et la publicité nous

^{*} Tim Jackson, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, trad. fr. de André Verkaeren, De Boeck, 2010.

renvoient une norme idéale de consommation qui n'est en fait accessible qu'à une toute petite minorité. Faire d'un modèle de consommation insoutenable sur le plan environnemental une référence tout en sachant que ce modèle est réservé à une infime minorité relève d'une forme de torture psychologique collective qui n'est pas sans expliquer, je le crois, une partie de nos souffrances. La réduction des inégalités possède donc un double bénéfice : elle diminue la consommation ostentatoire des plus aisés et améliore le bien-être, matériel et psychologique, d'un nombre beaucoup plus important de personnes, rendant ainsi la société plus stable.

Une vision écologique de la lutte contre les inégalités de revenu conduit nécessairement à se poser la question de la différenciation sociale. Comme le rappellent les auteurs de cet ouvrage, la consommation de produits ne répond pas d'abord à une logique de besoin mais à une logique de différenciation sociale. La consommation est un signe extérieur de richesse et de transfert des qualités du produit consommé sur la personne qui consomme (si je consomme un produit exceptionnel, c'est parce que je le suis aussi). Nos sociétés de consommation font justement de cette consommation le mode de différenciation par excellence. Or, le désir de différenciation individuelle est aussi un héritage positif de la Renaissance et de l'humanisme. Ainsi, les formes d'organisation qui cherchent à refouler ce désir sont loin d'être des modèles... Je pense bien sûr aux sociétés totalitaires des années 1930 mais aussi à tous les fondamentalismes religieux qui font de la ressemblance la norme. Il nous reste donc à inventer au ^{XXI}^e siècle un modèle de société qui reconnaisse le désir de différenciation mais qui le réalise en dehors de la consommation de biens

Préface

matériels, dont la multiplication à l'échelle de la planète est proprement insoutenable. Voilà un beau défi pour tous ceux qui s'intéressent à la Politique avec un *p* majuscule !